

Chaque année dès les premiers grands froids le gouvernement déclenche le plan hivernal en mettant à l'abri des SDF afin qu'il n'y ait pas de mort dans les rues. Pour 700 000 personnes sans logement c'est l'hiver toute l'année, l'hébergement ne se mesure pas au thermomètre, c'est toute l'année que la rue tue !

Plan hivernal: L'hébergement ne se mesure pas au thermomètre

En 2009, le gouvernement ouvrait son chantier de réforme du «logement d'abord» axé sur la refondation de l'hébergement et l'accès au logement afin que chaque personne puisse accéder à ce droit.

La réforme du «logement d'abord» vise aussi à réduire et à terme à supprimer les places en CHRS, les transférant vers les pensions de famille, lieu d'accueil à bas coût sans accompagnement social ou des dispositifs non pérenne comme Solibail.

Deux ans après, nous faisons l'amer constat du fiasco de ce dispositif

- Toujours plus de familles expulsées ou à la rue sans solution d'hébergement ou en attente d'un logement DALO.

- Des campements se pérennisent sur tout le territoire,
- Les centres d'hébergement d'urgence sont saturés avec des délais d'attente de plusieurs mois avant qu'une place se libère dans un CHRS avec peu de solution de sortie débouchant sur un logement social.

La casse organisée des CHRS

Les baisses de budgets en 2011 pouvant aller jusqu'à moins 30% ont servi d'accélérateur à la restructuration du secteur de l'hébergement d'urgence et des CHRS.

Ce manque de moyens dénoncé depuis des années s'est soldé par la suppression de postes, la précarisation des salariés, l'externalisation des emplois et des licenciements secs.

Cette casse orchestrée par le gouvernement se traduit au quotidien pour les équipes par l'impossibilité d'assurer un accueil décent et l'accompagnement d'un public en grande précarité vers le logement.

Le gouvernement ment !

APPARU par un fabuleux tour de passe-passe veut nous faire croire que la réduction massive des 7000 nuitées d'hôtel de 2011 serait compensée par 15000 places en résidences sociales, maisons relais, pensions de famille qui seront effectives dans...2 ans !

Quand aux 1600 logements Solibail actuels bien loin des 5000 annoncés qui se substitueraient eux aussi aux nuitées d'hôtels, ils ne s'adressent pas aux mêmes populations et ne nécessitent pas le même accompagnement social !

Ce n'est pas non plus l'effet d'annonce du ministre en septembre d'un saupoudrage de 75 millions sur 2 ans qui va permettre de renflouer les associations !

Des employeurs complices

Depuis le départ, des employeurs accompagnent les fermetures d'établissements et les restructurations.

En collaborant avec le ministère sur le référentiel coût/prestation, ils s'inscrivent dans une politique managériale participant ainsi à la casse des CHRS.



Union
syndicale
Solidaires

Fédération Sud Santé-
Sociaux
"Solidaires - Unitaires -
Démocratiques"
70, rue Philippe de Girard
75018 PARIS
Tel : 01 40 33 85 00
Fax : 01 43 49 28 67
Site internet :
www.sud-sante.org

Paris, le 30 dec 2010

Le plan hivernal

Comme tous les ans, les directives ministérielles viennent de sortir l'objectif « zéro demande non pourvue par manque de place ». La circulaire rappelle le principe d'inconditionnalité d'accueil.

L'axe central du plan hivernal est le SIAO :

En lien avec le 115 :

- Il doit recenser et attribuer toutes les places supplémentaires,
- S'assurer que chaque personne bénéficie d'une évaluation sociale,
- Anticiper la fin des mesures hivernales, en mobilisant des places d'hébergement disponibles dans des structures pérennes.

Grande première : le renfort de médecins de la réserve sanitaire dans les grandes villes pour épauler les malades.

Mais attention le recours à l'hôtel doit être strictement encadré et limité.

Au regard du projet de loi de finance 2012 qui tape fort sur l'hébergement d'urgence avec une baisse de 14% de crédit et de moins 17 % pour les demandeurs d'asile.

Seulement 3545 places hivernales en hébergement d'urgences seront financées en 2012 contre 9138 en 2010.

Le plan de financement hivernal risque fort d'être amputé et réduit à peau de chagrin.

La mobilisation

Cet été, face à l'impossibilité des personnels à répondre aux situations d'urgence, les salariés du Samu social et du 115 se sont mis en grève pour faire entendre leur ras-le-bol. Rejoint par le DAL, les familles expulsées, et les divers campements, le collectif «Urgence un toit» s'est constitué, rejoint par d'autres collectifs. Une plate-forme logement des mouvements sociaux a été mise en place.

Ce mouvement fait la jonction entre les travailleurs sociaux et les familles expulsées ou mal logées. Le mouvement s'amplifie, des actions ont lieu partout, Paris, Lille, Angers, Tour, Nancy, Rennes, Toulouse....

Nous devons faire converger les luttes et déboucher sur une mobilisation de grande ampleur.

Nous dénonçons le plan hivernal et dès maintenant nous devons nous mobiliser pour exiger toute l'année de l'Etat les moyens de respecter l'inconditionnalité de l'accueil, le financement de nouvelles structures des personnes à la rue plus adaptées à ce public. Dire NON aux employeurs qui acceptent un saupoudrage de l'Etat et des départements en hiver alors que le reste de l'année ils n'ont pas les moyens de fonctionner correctement.



**Application des lois DALO
et de réquisition,
Respect de l'inconditionnalité
d'accueil,
Arrêt des expulsions locatives,
Stop aux fermetures de CHR,
Des moyens pour
l'accompagnement social**

**C'EST TOUTE L'ANNEE
QUE LA RUE TUE !**